



Déclaration préalable à la CAPD du 23 JANVIER 2012

Monsieur L'Inspecteur d'Académie, mesdames et messieurs les membres de la CAPD

Malgré des taux de satisfaction qui ne cessent de décroître (de 37,08 % en 2010 à 29,19% en 2011), le ministère reconduit inlassablement le même dispositif informatisé de changement de département.

D'une part, il se refuse toujours à prendre en compte la situation des enseignants en disponibilité pour suivre leur conjoint ou en congé parental. Désespérément, ceux-ci se voient appliquer une double peine : perte de salaire et barème bloqué. En effet, avec les règles actuelles, ces années de séparation ne sont prises en compte d'aucune manière.

C'est la première des revendications portée par le SE-Unsa.

D'autre part, la fluidité de ce mouvement reste conditionnée par les calibrages arrêtés par les recteurs, sur proposition des inspecteurs d'académie. Craignant plus que tout le moindre dépassement budgétaire, ils préfèrent ne prendre aucun risque en ouvrant pas ou peu les entrées dans leurs départements. Un jeu de chaises musicales où personne n'a le droit de se lever tourne court.

Le SE-Unsa demande le déblocage de ces calibrages.

Enfin, les situations sociales doivent pouvoir être regardées. Tout ne rentre pas toujours dans des cases. Au-delà des priorités légales que sont le handicap et le rapprochement de conjoint, des situations exceptionnelles doivent être prises en compte.

Le SE-Unsa demande que celles-ci fassent l'objet d'une étude.

Le ministère a annoncé une refonte du fonctionnement pour l'année prochaine. Nous pouvons craindre qu'au lieu des améliorations attendues, il ne cherche qu'à initier des dispositifs parallèles au service de la dérégulation qu'il instille petit à petit.

Le SE-Unsa est mobilisé pour qu'une gestion humaine soit au coeur de discussions à venir.

A propos de discussions, la surdité ministérielle a son équivalent au niveau académique puisqu'en ce qui concerne le futur mouvement, presque aucune de nos propositions n'a été prise en compte, le recteur ne voulant surtout pas changer ce système.

Nous ne comprenons pas que, par principe et seulement par principe, toute proposition d'amélioration du mouvement, ne puisse être entendue.

Nous vous avons demandé, redemandé devrais-je plutôt dire, que la déclaration d'intention soit rétablie, cela éviterait de faire le mouvement à l'aveugle ...

En ce qui concerne la seconde phase : nous réitérons notre demande quant à une nouvelle saisie de voeux (même peu, même papier) : la stratégie n'étant pas la même que pour la première phase. Ce qui est possible dans des Académies plus grandes que la nôtre est visiblement impossible à faire dans notre région.

Nous vous avons aussi redemandé d'augmenter le nombre de zones, certaines étant très grandes. La zone de collèges était déjà notre proposition l'an dernier et l'an d'avant. Deux zones (les 12 et 18) sont particulièrement grandes et accéder à notre demande aurait permis très clairement d'améliorer le mouvement.

Une fois encore, et nous le déplorons vivement, notre demande d'attribuer des points pour rapprochement de conjoint, n'a pas été prise en compte. Certes, il y a des points en plus pour les enfants mais il nous paraît utile de vous rappeler que certains couples n'ont pas d'enfants, et pas forcément par choix ... Le prix du carburant est maintenant un gros poste dans le budget des ménages, se rapprocher de son conjoint est souvent nécessaire.

Notre seul intérêt en faisant ces demandes est celui de vouloir améliorer le mouvement dans l'intérêt de nos collègues et de vos services...

D'autant qu'avec la carte scolaire qui s'annonce, de nombreux collègues seront victimes de fermeture et se retrouveront donc sans poste, leur mouvement représentera donc un moment clé dans leur parcours professionnel, comme le dit si bien la phrase introductrice du « Bulletin Officiel mobilité ».

Nous regrettons d'autant plus la modification présentée dans ce projet de circulaire mouvement : la priorité qu'auront les personnes victimes de la fermeture de leur poste pour retrouver celui-ci ne sera plus possible **que** pour la rentrée prochaine, ce qui leur laisse très peu de chance ... Nous vous demandons donc de revenir sur la modification que vous envisagez quant à cette règle.